



DECLARATION du groupe CGT au CESE 6 mai 2020

Le moment que nous vivons est le résultat de 40 années de stratégies d'un capitalisme qui a érigé le marché en seul maître du monde. Il donne à voir l'affrontement entre deux visions de la société, l'une faisant primer le profit et qui nous conduit à ce naufrage, et l'autre, que nous partageons, où l'Humain et la nature sont mis au premier plan. Une relation plus respectueuse de l'Humain à la nature passe par d'autres rapports entre les êtres humains et donc par une autre répartition des richesses.

Tout est à repenser, notre modèle économique, le poids et les finalités des organisations financières qui régissent le monde, les modes d'exploitation et les droits des travailleurs, la place de la puissance publique, la subordination du système économique aux choix politiques et non l'inverse, les modèles d'expression démocratique et de représentation, les rapports sociaux de sexe, les solidarités pour plus de progrès social.

Alors que des entreprises non vitales dans cette période ont continué à fonctionner, au détriment de la santé, des soignant-e-s et de la population, les travailleurs-ses ne doivent pas payer les effets de cette crise sanitaire révélatrice d'une crise plus profonde du capitalisme mondialisé, dont ils ne sont nullement responsables.

Il doit y avoir une prise de conscience collective afin de construire un mode de développement humain durable pour aujourd'hui et demain. C'est le sens de l'appel « Plus jamais ça ! Construisons ensemble le Jour d'après ».

Un nouveau cadre social, écologique, économique doit être mis en place, qui s'appuie en France et dans le monde sur des priorités nouvelles, en constituant de solides pôles publics dans les secteurs stratégiques, alimentation, énergie, transport, santé, finances, communication. ...

En Europe il faut mettre un terme au dogme des règles de la concurrence libre et non faussée et construire les coopérations nécessaires notamment en matière de politique industrielle sociale, fiscale et environnementale.

Il nous faut réfléchir à la relocalisation d'activités stratégiques dans un premier temps, tout en repensant à moyen et long terme la réorganisation de nos chaînes de valeurs et de production sur la zone européenne et arrêter tous les processus de privatisation en cours, de délocalisation ou restructuration d'entreprises, renforcer nos capacités de recherche.

Les entreprises, et particulièrement celles recevant des aides publiques, ne doivent pas verser de dividendes. Les décisions de Vivendi, TOTAL et Sanofi sont à cet égard indécentes. Toute aide publique doit être conditionnée à un engagement social et environnemental. Il est nécessaire de suspendre tous les licenciements et de repenser une politique globale de l'emploi et de la formation. Cela implique des moyens qui permettent aux DIRECCTE, aux inspecteurs-rices du travail, aux services de la sécurité sociale, de contrôler efficacement, dans les entreprises petites et grandes et dans les établissements, les mesures prises en application de leur obligation de protéger leurs salarié-e-s dans leur travail.

Il est nécessaire de redonner la place à des services publics revivifiés dans tous les territoires et avant tout pour le secteur de la santé, d'augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail, et relancer notre développement par la réponse aux besoins sociaux et les investissements dans la transition écologique.

Alors que les lois revenant sur le droit du travail et la mise entre parenthèses de la démocratie inquiètent légitimement, le défi qui nous est collectivement lancé reste l'instauration d'un nouvel âge de la démocratie. Cela passe par la transformation des situations et des relations de travail car rien ne sera possible sans la participation active des travailleurs-ses.

Le CESE tout comme la démocratie sociale doivent y contribuer.